

**Réflexion sur le rôle et la polarisation des médias dans le cadre du conflit étudiant
québécois 2012**

Par Jean-Rémi Carbonneau,

doctorant au département de science politique de l'Université du Québec à Montréal

et Mélissa Desrochers,

doctorante au département de science politique de l'Université du Québec à Montréal

Communication présentée dans le cadre du

Congrès annuel de l'Association canadienne de science politique

Victoria, juin 2013

VERSION PRÉLIMINAIRE – NE PAS CITER SANS LE CONSENTEMENT DES

AUTEURS

Introduction

Au printemps 2012, le Québec a été secoué par un important mouvement de contestation. Initié par les étudiants s'opposant à la hausse des frais de scolarité universitaires annoncée par le gouvernement libéral de Jean Charest¹, de nombreux citoyens vont se joindre à la mobilisation. Pendant plus de 200 jours, les étudiants, regroupés au sein de quatre fédérations étudiantes,² ont investi la rue et posé des milliers d'actions visant à sensibiliser la population à leur cause, et faire pression sur le gouvernement. Ce « Printemps québécois » a polarisé la société d'une manière inédite entre les partisans de la hausse et ceux s'y opposant, divisant également le Québec entre la gauche et la droite, entre ses générations et même entre ses régions.

Selon la firme *Influence communication*, le conflit étudiant aura été « la nouvelle la plus longue et la plus intense de l'histoire moderne des médias québécois ».³ Dans son bilan 2012, la firme de relations publiques révèle que la crise étudiante a dominé l'attention des médias québécois une vingtaine de fois en 2012 et a été dans le palmarès hebdomadaire pendant plus de 22 semaines. Considérant l'ampleur de cette couverture médiatique, il est essentiel de se questionner sur le traitement de l'information fait par les médias québécois durant cette période. Plusieurs spécialistes en communications ont critiqué le parti-pris des médias, mais également le manque d'équilibre dans l'information présentée et l'affectation démesurée pour les aspects factuels.⁴ L'étude conduite par le Centre d'études sur les médias (CEM) de l'Université Laval confirme l'hypothèse du parti-pris; affirmant que *Le Devoir* aurait présenté une couverture favorable aux étudiants, alors que les autres journaux analysés (*La Presse*, *The Gazette* et *Le Journal de Montréal*) auraient été globalement défavorables.⁵ Nous croyons qu'il est nécessaire d'approfondir cette réflexion en mettant l'accent sur la façon dont les médias ont présenté les faits pour déterminer s'ils ont contribué à la polarisation sociale.

Le rôle des médias est de rapporter de manière équilibrée ce qui se passe dans notre société; toutefois, en sélectionnant et en accordant une attention particulière à certains aspects, au détriment des autres, ils effectuent aussi un travail sur l'information. Ce faisant, ils prennent de plus en plus part à la construction des problèmes publics et s'éloignent de leur rôle de médiateur. Ce processus, nommé *cadrage*, peut avoir une incidence sur les politiques publiques et la mobilisation collective, mais aussi sur la formation de l'opinion publique. Cette étude vise dans un premier temps à analyser comment les journaux et leurs journalistes ont traité et rapporté l'information afin de voir s'ils ont contribué ou non à la polarisation sociale par le truchement d'une couverture divergente, voire contradictoire des

¹ Cette hausse des frais de scolarité universitaires de 75 % étendue sur cinq ans s'ajoutant à une première hausse de 30 % pour la période 2007-2012.

² Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) et Table de concertation étudiante du Québec (TACEQ).

³ Influence communication, « État de la nouvelle : Bilan 2012 », Communiqué de presse, 19 décembre 2012.

⁴ Nathalie Collard, « Conflit étudiant dans les médias : trop d'opinions pas assez d'analyses », *La Presse*, 10 juin 2012.

⁵ Voir la synthèse de groupes de discussion ainsi que la présentation de Daniel Giroux et al., « Les journaux ont-ils été plus critiques à l'égard d'un camp » réalisées pour le compte du CEM.

mêmes évènements. Pour définir si les journalistes sont intervenus sur l'information rapportée, nous avons évalué, à partir d'une grille d'analyse du discours, un corpus de 185 articles parus dans cinq journaux dans les deux jours qui ont suivi les deux plus grandes manifestations de rue qui ont eu lieu pendant le conflit. La première partie permettra de présenter le cadre théorique. La seconde se penchera sur la méthodologie employée pour conduire l'analyse de la couverture au lendemain de ces deux évènements. La troisième partie sera consacrée à la présentation des résultats de cet examen.

Le cadrage des médias

Dans les sociétés démocratiques, la lutte politique s'effectue au niveau communicationnel. La communication politique est en quelque sorte une « manifestation de la politique alternative à la violence pour régler les conflits », mais aussi un moyen pour imposer des préférences.⁶ Les protagonistes s'engagent dans une guerre de mots et d'images pour convaincre le public. L'enjeu est le pouvoir; il implique le recours à la persuasion, parfois à la manipulation. Le champ médiatique est le lieu de cette joute, il présente un espace privilégié pour débattre des enjeux et les inscrire dans l'agenda politique en les publicisant. Par contre, cet espace n'est pas neutre.⁷ Il est altéré par sa structure, mais aussi par le travail journalistique et par l'information elle-même. Ainsi, les médias ne réfléchissent jamais la réalité dans son ensemble, mais seulement des fragments sélectionnés. Ils offrent une interprétation du réel à travers des processus de sélection, de mise en évidence et d'omission de certaines informations. Ce processus, nommé cadrage (*framing*) a surtout été approfondi par le sociologue et linguiste Erving Goffman qui définit le cadre comme un mécanisme permettant « de localiser, de percevoir, d'identifier et de classer un nombre apparemment infini d'occurrences entrant dans leur champ d'application ». ⁸ Cette construction langagière donne du sens à un fait, un évènement ou un problème public. L'information rapportée par un journaliste est rarement objective,⁹ présentant plutôt une « perspective » choisie.¹⁰ Incidemment, tout travail sur l'information, autant en journalisme que dans les sciences sociales, implique un traitement, qu'il soit minimal ou flagrant. Le simple fait de sélectionner un fait, une source, un format, de rapporter les propos d'un acteur social au préjudice d'un autre, d'utiliser une métaphore ou un adjectif pour caractériser un évènement implique un cadrage.

Il arrive parfois que le lecteur ne comprenne pas ce que le journaliste rapporte parce qu'il lui manque des références. Le cadre vient pallier ce problème et fournit une sorte de

⁶ Jacques Gerstlé, *La communication politique*, Paris, Dalloz 2004, p. 89.

⁷ Cette conception idéalisée est remise en question par les processus de concentration et de convergence des médias de masse, qui répondent avant tout à des impératifs économiques, plutôt qu'aux logiques d'accès à l'information et de liberté d'expression.

⁸ Cité dans Emmanuel Marty, *Journalismes, discours et publics : une approche comparative de trois types de presse, de la production à la réception de l'information*, Thèse de doctorat présentée au département des Sciences de la Communication et de l'Information à l'Université de Toulouse 2, 2010, p. 69.

⁹ Au sens où le journaliste ne rapporte pas un fait positivement, c'est-à-dire isolé de son environnement social sans intervention aucune, comme on extrait un minerai d'une formation rocheuse. Au mieux, le journaliste, à défaut d'être objectif, se verra rapporter une information de manière impartiale.

¹⁰ Jean-Pierre Esquenazi, *L'écriture de l'actualité: pour une sociologie du discours médiatique*, Grenoble, PUG, 2002, p. 26 et 40.

boîte à outils interprétative. Il permet de répondre à la question « que se passe-t-il ici ? » en structurant l'expérience rapportée et en produisant du sens.¹¹ La présence d'un cadre n'est pas un gage de subjectivité, car les cadrages dominants sont avant tout mis en place pour permettre au récepteur de comprendre une situation et non pas nécessairement pour l'influencer.¹² Esquenazi affirme que le journaliste rapporte un fait et non sa propre « expérience » vécue : une nouvelle est donc une « expérience cadrée ».¹³ Bien qu'habituellement imperceptible pour le lecteur, toute nouvelle subit un cadrage. Dans un conflit politique, les acteurs politiques et sociaux cherchent à gagner la bataille du sens pour imposer leur définition des enjeux, et tous les moyens sont bons pour y arriver, incluant l'intervention volontaire sur le message à des fins de persuasion. Pour notre analyse, nous nous référerons à la définition de cadrage de Robert M. Entman, qui consiste à « sélectionner certains aspects de la réalité perçue et à les rendre plus saillants dans un texte de communication de sorte à promouvoir une définition particulière d'un problème, une interprétation causale, une évaluation morale et/ou une recommandation de traitement ».¹⁴

À l'instar des hommes politiques et des mouvements sociaux, les médias sont impliqués dans la production de sens (cadrage) et dans la construction des problèmes publics. La définition d'un problème suppose que les acteurs effectuent un « travail politique » ; c'est-à-dire qu'ils dotent la protestation d'un langage en lui donnant une dimension symbolique.¹⁵ Le langage utilisé doit recourir à des représentations sociales en s'appuyant sur des référents culturels qui permettront de susciter des effets cognitifs et éventuellement de stimuler la mobilisation des individus. La culture joue donc un rôle primordial, représentant l'ensemble des cadres communs d'une société.¹⁶ Pour être compris ou obtenir une « résonance culturelle »,¹⁷ les cadres doivent correspondre à la culture des individus, soit à l'explication qu'ils se font du monde social et aux « valeurs qui le fondent et qui orientent l'agir individuel » au sein de leur communauté d'appartenance.¹⁸ Brunet et Blais identifient le cadre d'interprétation comme une « argumentation mise de l'avant par un acteur social et qui contient une interprétation d'un événement ou d'une question sociale ».¹⁹ Le cadre détermine ce qui se passe en identifiant un ou plusieurs éléments liés à la définition d'un problème public : les causes, les conséquences, les responsables, des pistes de solutions. Cependant, les problèmes publics ne sont jamais construits dans un environnement neutre et par un seul acteur; leur construction s'effectue plutôt de façon collective et compétitive dans une « arène [qui] peut être définie comme l'espace de confrontation de l'ensemble des positions divergentes qui s'expriment sur un enjeu ».²⁰ Cette arène renvoie à l'espace mé-

¹¹ David A. Snow, « Analyse de cadres et mouvements sociaux », dans Daniel Cefai et Danny Trom (dir), *Les formes de l'action collective*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2001, p. 7.

¹² Robert M. Entman, « Framing : Towards Clarification of a Fractured Paradigm », *Journal of Communication*, vol. 43, no. 4, 1993, p. 56.

¹³ Dans Emmanuel Marty, *op.cit.*, p. 70.

¹⁴ Robert M. Entman, *loc.cit.*, p. 52. Nous traduisons.

¹⁵ David A. Snow, *loc. cit.*, p. 1.

¹⁶ Robert M. Entman, *loc. cit.*, p. 53.

¹⁷ Voir à ce sujet Emmanuel Marty, *op. cit.*, pp. 67 à 79.

¹⁸ Laurence H. McFalls et al., *Construire le politique. Contingence, causalité et connaissance dans la science politique contemporaine*, 3^e édition, Québec, Presses de l'Université Laval, 2009, p.254.

¹⁹ Patrick J. Brunet et Martin David Blais, 2004, *Valeurs et éthique dans les médias : Approches internationales*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 126.

²⁰ Pierre Lascombes et Patrick Le Galès, *Sociologie de l'action publique*, Paris, Armand Colin, 2007, p. 75.

diatique. À tout moment, un problème peut faire l'objet de réévaluation, de *recadrage* par les acteurs concernés, que ce soit pour faciliter sa compréhension ou pour en modifier les implications.

À la fois producteur et diffuseur de l'information, les médias sont généralement aussi chargés de la publicisation des problèmes publics. Ce rôle stratégique soulève la question des effets des médias : le traitement et la diffusion de l'information impliquant des effets cognitifs.²¹ Responsable de fournir une information équilibrée sur ce qui se passe dans la société, il semble que les médias soient plus souvent près de la persuasion que de l'information, cherchant à : « capter l'attention publique, conférer le statut de problème public, rendre saillante et intelligible une dimension du problème, faire prévaloir cette dimension dans la confrontation, mettre en acceptabilité un traitement de cette dimension et un règlement au problème ainsi configuré ».²²

Les impératifs techniques du travail journalistique et la structure économique et sociale du champ médiatique favorisent aussi l'utilisation de cadres. Construit à partir de sources externes sélectionnées, le discours médiatique est lui-même cadré. Les journalistes privilégient les sujets qu'ils maîtrisent, au détriment de ceux qu'ils méconnaissent. De même, ils favorisent les cadres dominants ayant une forte résonance culturelle pour mieux transmettre leur information. Gitlin soutient d'ailleurs que l'utilisation de cadres médiatiques « routiniers » par les journalistes, permet de traiter beaucoup d'informations rapidement, en facilitant leur identification, leur catégorisation et leur compréhension par le public.²³ Les quatre biais de l'information médiatisée identifiés par Bennett en 1983 – la dramatisation, la personnalisation, la fragmentation et la normalisation – induisent également des effets de cadrage.²⁴ Ils ont des incidences importantes sur le traitement de l'information allant parfois jusqu'à déformer la réalité. La *dramatisation* de l'information renvoie à la mise en spectacle de l'information, par une sélection et une mise en évidence de certains éléments pour amplifier le caractère dramatique d'un événement.²⁵ Notamment, les médias peuvent accorder une importance plus grande à certains détails plus sensationnalistes. De même, ils peuvent *personnaliser* les enjeux et les imputer à des groupes et à des individus. Afin de faciliter la compréhension de certains événements et répondre au format journalistique de plus en plus réduit, les médias simplifient les faits, privilégiant l'information factuelle au détriment d'une présentation thématique des enjeux. Ce biais, nommé *fragmentation*, peut aussi impliquer l'accolement de faits qui n'ont pas de lien réel sur la même page. De surcroît, la *normalisation* induite par le travail journalistique suppose que les médias hiérarchisent leurs sources et accordent une plus grande légitimité aux « définisseurs primaires ». Ce biais tend à soutenir le *statu quo* en accordant une plus grande crédibilité aux autorités politiques.²⁶

²¹ Jacques Gerstlé, *Les effets d'information en politique*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 220.

²² *Ibid.*, p. 24.

²³ Todd Gitlin, *The Whole World is Watching : Mass Media in the Making and Unmaking of the New Left*, Berkeley, University of California Press, 2003, p. 7.

²⁴ Bennett, Lance W. *News. The Politics of Illusion*, New York, Longman 1983, cité dans Jacques Gerstlé, *La communication politique*, *op. cit.*, p. 49.

²⁵ Jacques Gerstlé, *La communication politique*, *op. cit.*, p. 49

²⁶ *Ibid.*

De tels biais renvoient à des types de cadres récurrents dans la couverture médiatique, que l'on nomme *génériques*. À l'opposé des cadres spécifiques à certaines problématiques, les cadres génériques sont facilement identifiables et fournissent des angles de représentation qui transcendent certaines questions. Par exemple, comme évoqué plus haut, le biais de fragmentation tend à prioriser l'information factuelle et un cadrage en termes *épisodes*, et donc plus rarement d'un cadre *thématique* présentant les enjeux. Assez généralisés, ces deux cadres – que nous avons repris dans notre grille d'analyse – peuvent être, comme le note Matthes, considérés comme génériques.²⁷ De même, les biais de personnalisation et de dramatisation signalent fort souvent la présence des cadres d'*attribution de responsabilité* et de *dimension humaine*, selon que la couverture médiatique de l'évènement suggère : 1) que des personnes ou des groupes sont responsables de ce qui se passe; 2) que cet évènement comporte une facette humaine, soit en personnalisant ou en dramatisant le récit, voire en posant un accent sur l'émotivité des protagonistes, dans le souci d'attirer ou de retenir l'attention du lecteur. Ces cadres font partie d'un ensemble de cinq cadres génériques examinés par Holli Semetko et Patti Valkenburg²⁸ que nous avons également cherché à déceler dans notre corpus.

Méthodologie

Spatialement, la polarisation sociale sur la question de la hausse des frais de scolarité ne s'est pas traduite de façon uniforme. Cette opposition s'est reflétée dans un clivage territorial entre le grand Montréal et les autres régions du Québec, et particulièrement entre Montréal et Québec.²⁹ Bien que les Montréalais eussent été les citoyens les plus affectés par les perturbations sur le terrain, ce sont eux qui furent les plus réceptifs à la position des étudiants durant la crise. Ce paradoxe nous a amenés à centrer notre analyse sur le traitement médiatique du conflit étudiant par la presse écrite montréalaise. Nous avons arrêté notre choix sur cinq des six journaux québécois les plus lus dans la région métropolitaine en fonction de leur tirage hebdomadaire, soit *Le Journal de Montréal*, *La Presse*, *The Gazette*, *Le Devoir* et le *Métro* (distribué gratuitement dans et autour des stations de métro et trains de banlieue). Appartenant au conglomérat *Quebecor* au même titre que le *Journal de Montréal*, le quotidien *24 Heures* (également gratuit) a été écarté de cette sélection afin de réduire les risques de répétition associés à la convergence des contenus. Seul quotidien indépendant au Québec, *Le Devoir* a été retenu pour son angle d'information alternatif, malgré son tirage limité.

²⁷ Jörg Matthes, « What's in a Frame? A Content analysis of Media Framing Studies in the World's Leading Communication Journals, 1990-1995 », *Journalism & Communication Quarterly*, vol. 86, no. 2, (été 2009), p. 350.

²⁸ Holli A. Semetko et Patti M. Valkenburg, « Framing European Politics: a Content Analysis of Press and Television News », in : *Journal of Communication*, vol. 50, (juin 2000), pp. 93-109.

²⁹ C'est ce qui ressort d'un sondage CROP effectué entre les 22 et 25 mai 2012.

| Quotidiens montréalais en fonction du tirage | | |
|---|------------------------|----------------------------|
| Groupe médiatique | Titres | Tirage hebdomadaire |
| Québecor | Le Journal de Montréal | 1 901 916 |
| | 24 Heures | 850 000 |
| Gesca (Power Corporation) | La Presse | 1 326 254 |
| Transcontinental | Métro | 875 000 |
| Postmedia Network Inc | The Gazette | 726 438 |
| Le Devoir Inc. | Le Devoir | 250 000 |

Source : *Répertoire des médias*, Service Québec, 2013

L'échantillon de l'analyse consiste en un corpus d'articles (n=185)³⁰ parus dans ces journaux durant les deux jours qui ont suivi les deux plus grandes manifestations étudiantes de la crise, lesquelles ont respectivement eu lieu les 22 mars et 22 mai 2012. Ainsi, tous les articles couvrant ces manifestations et le conflit ont été examinés. Pour tenir compte des ajustements, délais de publication et contributions tardives, nous avons inclus les éditions du 24 mars et du 24 mai, en plus de celles au lendemain de l'évènement (les 23 mars et 23 mai).³¹ L'ampleur de ces manifestations dans l'histoire moderne du Québec a généré une surexposition médiatique qui a multiplié les risques de biais journalistique et de cadrage. C'est la raison pour laquelle nous avons arrêté notre choix sur ces deux évènements.

Les 185 textes retenus ont été codifiés en deux catégories selon leur type d'énonciation.³² À côté des articles ayant un *type d'énonciation objectivé* (brèves, comptes-rendus, reportages, enquêtes) et *subjectivé* (éditoriaux, chroniques), nous avons codifié les articles d'opinion parus dans les éditions examinées (n=104³³) dans une troisième catégorie, strictement pour en dégager l'orientation générale du propos (en faveur des étudiants; en faveur du gouvernement; propos nuancés). Dans le but de rendre compte des éventuels biais de description des journalistes confrontés à la couverture médiatique de mouvements sociaux qui entrent difficilement dans les moules journalistiques, nous avons en outre codifié les articles en fonction d'un premier angle de cadrage. Pareillement à Vlie-

³⁰ Les textes d'opinion de lecteurs ne sont pas inclus dans ce nombre.

³¹ Le *Métro*, qui ne publie qu'en semaine, n'avait pas d'édition le samedi 24 mars 2012.

³² Voir Sophie Moirand « Variations discursives dans deux situations contrastées de la presse ordinaire », dans *Rencontres discursives entre sciences et politique dans les médias : spécificités linguistiques et constructions sémiotiques* (F. Cusin-Berche, édit.), *Les Carnets du Cediscor* No.6, Presses de la Sorbonne nouvelle, 2000, pp. 45-62.

³³ Ce nombre inclut deux chroniques humoristiques des Justiciés masqués que nous avons considérées comme des textes d'opinion en raison du caractère absurde et du niveau d'exagération qui implique une analyse de discours particulière.

genthart et Walgrave,³⁴ nous avons départi les articles en termes *épisodiques* ou *thématiques*, selon qu'ils focalisent 1) sur les stratégies perturbatrices et les débordements du mouvement (dimension anecdotique), ou plutôt 2) sur le contenu de ses revendications et les enjeux de fond du conflit (dimension analytique). L'attention accordée ici aux moules journalistiques n'est pas fortuite. En effet, l'accent épisodique d'un article est plus conforme à la couverture d'une nouvelle à « l'état brute », en ce qu'elle constitue « un évènement, nouveau, d'intérêt public » méritant d'être rapporté parce qu'il « a un impact sur la vie du citoyen en société ».³⁵ Seulement, les préoccupations du mouvement de grève étudiant quant à un débat de société s'insèrent mal dans les moules journalistiques existants. « Réclamer ce débat en manifestant attirera l'attention des journalistes sur la manifestation, qui, elle, est un fait nouveau. La manifestation correspond à la définition journalistique de ce qu'est une nouvelle, mais pas le débat de société ».³⁶ Ce que nous cherchons à discerner avec ce second codage, c'est si la couverture de l'évènement sert ici les besoins du média (l'épisode) ou ceux du mouvement (le thème).

Une fois les articles ainsi classés, nous avons établi une grille d'analyse du discours pour détecter les possibles interventions à caractère manipulateur sur le fond du message. L'exercice vise à repérer les interventions où le journaliste cherche à modifier la perception que le lecteur se fait de l'évènement présenté, en l'orientant dans une direction particulière. Pour ce faire, nous avons repris quelques éléments développés par Philippe Breton concernant la dimension cognitive de la manipulation, soit le *recadrage abusif* et l'*amalgame cognitif*.³⁷ Le recadrage abusif implique une retouche au sens des mots : qu'il s'agisse de l'emploi de *mots-piégés*, de « vocables au contenu tendancieux » qui par leur simple usage suscitent l'indignation, et qui sont d'autant plus péjorativement chargés qu'ils ne sont pas utilisés dans le contexte du phénomène qu'ils désignent sémantiquement; ou bien de *rails mentaux*, qui visent à entraîner « notre pensée sur une tout autre voie que l'évaluation rationnelle »³⁸ en lui suggérant indûment une nouvelle piste d'interprétation. Dans les deux cas, « il n'y a pas formellement tromperie mais induction en erreur » du récepteur.³⁹

À titre d'exemple de mot-piégé, Breton cite l'usage du mot « terrorisme », souvent employé hors de son contexte d'occurrence réelle pour désigner un type de perturbation sans commune mesure avec le réel terrorisme. Dans le cas du conflit étudiant, certains mots, *a priori* négativement chargés, tels que « prise d'otage » ou « populisme » ont été classés comme mots-piégés. Quant aux rails mentaux, une analyse plus approfondie du *co-texte* est nécessaire à leur identification. Dans ce cas, soit le message devient insidieux par des formulations qui dénotent un présupposé et donc un jugement de valeur; soit le mot employé prend une charge négative en fonction du co-texte dans lequel il est utilisé par

³⁴ Rens Vliegthart et Stefaan Walgrave, « The Interdependency of Mass Media and Social Movements », dans : Holli A. Semetko et Margaret Scammel (dir.), *The Sage Handbook of Political Communication*, Londres, Sage Publications, 2012, pp. 387-399.

³⁵ Chantal Francoeur, « Informer ou In-former : les formats journalistiques au service du statu quo », *COMM-posite*, vol. 15, no. 1-2 (2012), p.19-20. En italique dans le texte.

³⁶ *Ibid.*, pp. 20-21.

³⁷ *La parole manipulée*, Paris, La Découverte, Essais, 1997, pp. 107-130.

³⁸ *Ibid.*, p. 120.

³⁹ *Ibid.*, pp. 115 et 120.

rapport au contexte auquel on fait référence.⁴⁰ Dans notre analyse, le mot « boycott », qui faisait partie de la rhétorique officielle du gouvernement pour désigner la grève – et repris par les opposants au mouvement –, fait office de rail mental en individualisant les termes d'un conflit fondé sur des revendications collectives. Cependant, l'occurrence du mot « boycott » ne reflète pas systématiquement l'usage d'un rail mental et dépend du co-texte avec lequel il interagit, comme cela s'est dégagé de l'analyse d'un article, où le mot « boycott » était compris sémantiquement comme un synonyme de « grève ».⁴¹

En plus du recadrage abusif, nous avons également cherché à dépister d'éventuelles traces de ce que Breton désigne comme un *amalgame cognitif*, une autre forme d'intervention persuasive sur le montré. Pour Breton, celui-ci « consiste à rendre acceptable une opinion en construisant un message qui est un mélange de cette opinion, sans discussion de son contenu, avec un élément extérieur, *sans rapport immédiat avec cette opinion*, mais considéré lui comme déjà accepté par l'auditoire ».⁴² Parmi les types d'amalgame cognitif recensés par Breton nous avons repris dans notre grille d'analyse ses quatre *leviers pour convaincre*.⁴³ Opérant sur la psyché du récepteur, ces leviers cherchent à le contraindre à rejeter ou à accepter une idée, et nécessitent la répétition pour être efficaces. Ceux-ci sont :

- 1) les *leviers de vertu*, dénotant une association avec des symboles tenus pour bons, par exemple « démocratie », « légitimité » et « culture civique », ou « discipline » dans le cas de la grève étudiante;
- 2) les *leviers poison*, apparents lorsqu'une idée est associée avec des symboles tenus pour mauvais comme « guerre » et « mort » ou dans le cas de la grève, « zone de guerre »;
- 3) les *leviers d'autorité* qui s'appuient sur l'expertise, la notoriété ou l'autorité de personnes bien connues et d'institutions pour faire accepter une idée;
- 4) les *leviers de conformisation*, qui font appel à la solidarité et à l'identification du lecteur avec une communauté humaine en particulier, comme le dénote le recours à la « majorité silencieuse ».

Parallèlement à ces processus de (re)cadrage, nous avons voulu recenser la présence de quatre des cinq cadres génériques postulés par Semetko et Valkenburg⁴⁴ et avons codifié les articles en fonctions de la présence ou de l'absence d'un ou de plusieurs de ces cadres. Nous avons délaissé le cadre de *conflit* en raison de son omniprésence dans notre corpus et scindé en deux le cadre d'*attribution de responsabilité*, conformément aux travaux de Snow et coll. et de Peeters⁴⁵ sur les émeutes de 2005 dans les banlieues françaises. Nous en avons

⁴⁰ Nous reprenons la notion de co-texte de Stéfanie Peeters. Voir *La couverture médiatique de la « crise des banlieues » : métaphores, représentations et l'apport indispensable du cotexte*, Corela, Numéro thématique, « RJC Cotexte, contexte, situation », 9 janvier 2012.

⁴¹ Branda Branswell, « Many students suffer, but not all », *The Gazette*, 23 mai 2012.

⁴² Breton, *op. cit.*, p. 126. En italique dans le texte.

⁴³ Breton emprunte lui-même ces notions à l'*Institute for Propaganda Analysis* (1937-1942), un institut scientifique étasunien qui avait pour mandat de sensibiliser la population aux différents mécanismes de manipulation des masses utilisés dans la propagande de l'entre-deux-guerre.

⁴⁴ Holli A. Semetko et Patti M. Valkenburg, « Framing European Politics: a Content Analysis of Press and Television News », in : *Journal of Communication*, vol. 50, (juin 2000), pp. 93-109.

⁴⁵ Voir David Snow, Rens Vliegthart et Catherine Corrigan-Brown, « Framing the French Riots: A Comparative Study of Frame Variation », *Social Forces*, vol. 86, no. 2 (décembre 2007), pp.385-415; et Peeters, *loc.cit.*

extrait un cadre *diagnostique* tenant pour responsables de la crise 1) les étudiants ou 2) le gouvernement; de même qu'un cadre *pronostique*, enjoignant le lecteur à privilégier : 1) soit la solution proposée par les associations étudiantes (le recul du gouvernement sur la hausse décrétée); 2) soit celle proposée par le gouvernement (le maintien de la hausse); ou 3) soit le dialogue entre les deux parties en litige. Les cadres diagnostique (attribution de responsabilité) et pronostique (piste de solution) sont particulièrement instructifs, car ils démontrent que les médias participent à la définition des problèmes publics, bien que cette tâche ne leur incombe pas. Par l'entremise de ces cadres, les médias reprennent ou s'opposent aux définitions proposées par les acteurs impliqués dans la lutte politique et recadrent celles-ci.

Nous avons aussi pris en compte les cadres génériques des *conséquences économiques*, de *moralité* et de *dimension humaine*, selon que le texte suggère : 1) des pertes ou des gains économiques; 2) une prescription morale à l'endroit du comportement d'une des parties; 3) un visage humain, corollaire de la personnalisation ou de la dramatisation du récit. Pour déterminer la présence de ces cadres, nous avons emprunté les questions développées par Semetko et Valkenburg, entre autres : « Y a-t-il dans le récit une mention de gains ou de pertes financiers, actuels ou futurs? »; « Est-ce que le récit offre une prescription morale spécifique? »; « Le récit fait-il ressortir à quel point des individus ou des groupes sont affectés par la problématique? ».

Enfin, nous avons examiné la ligne éditoriale pour évaluer si celle-ci a une influence idéologique sur l'orientation et le cadrage des articles. Vu l'absence d'articles éditoriaux au *Journal de Montréal* et au *Métro*,⁴⁶ cette partie de l'analyse a été restreinte aux quotidiens *La Presse* et *Le Devoir* qui possédaient un article éditorial pour au moins une des éditions de chaque mois à l'étude. Il a été impossible d'évaluer la concordance des articles de *The Gazette* pour le mois de mars 2012, puisque les éditoriaux des éditions choisies portaient sur d'autres sujets que la crise étudiante.

Résultats

Globalement, les journaux semblent effectuer la tâche qui leur est consentie, celle de rapporter ce qui se passe. En effet, sur 185 articles de presse analysés, 137 (74%) utilisent un type d'énonciation objectivée contre seulement 48 (26%) qui ont une énonciation subjectivée. Ceci dit, le partage des articles entre cadres épisodiques (79%)⁴⁷ et thématiques (21%) indique la présence de routines appliquées au travail journalistique. Cette proportion

⁴⁶ Concernant *Le Journal de Montréal*, le site internet de Québecor soutient que : « Contrairement aux autres quotidiens, Le Journal de Montréal se contente de rapporter la nouvelle. Ce premier grand quotidien de l'empire Québecor se garde bien de publier des éditoriaux ; il se veut plutôt le miroir fidèle de la société dans laquelle il évolue. » Cette affirmation est controversée dans le contexte québécois de convergence des médias. Voir à ce sujet, le reportage « Québecor » réalisé par Luc Tremblay pour l'émission *Enquête* à Radio-Canada.

⁴⁷ Les journaux analysés présentent une proportion similaire (entre 65 à 75% du total) d'articles dits épisodiques. La seule exception étant le *Métro*, dont 91% des articles sont cadrés épisodiquement. Cette variation est attribuable au statut de franchise internationale du journal qui adapte son contenu aux spécificités régionales sans encadrer son contenu par une ligne éditoriale.

passé à 92 % dans le cas des articles de type énonciatif objectivisé, soit 126 sur 137. À des fins de simplification de l'information destinée à un large public, la majorité des articles de notre échantillon privilégient des informations factuelles et exposent la protestation de manière « épisodique », laissant de côté un approfondissement thématique pourtant plus approprié aux revendications étudiantes. À la fois biais de description et de fragmentation, cette dimension anecdotique est problématique, car elle favorise le *statu quo* en esquivant le débat de société en derrière la crise étudiante.

Par ailleurs, seulement 28 articles (15% du total) contiennent une intervention persuasive sur le contenu de leur message : 8 sur 137 articles dits objectivisés (soit environ 6 %); contre 20 des 48 de type subjectivisé (42%), ce qui n'est guère surprenant puisqu'il s'agit d'articles visant à convaincre le lectorat. Cette faible occurrence réfute partiellement la thèse de la partialité des articles à contenu informatif (énonciation objectivée) dans les cas de *La Presse*, du *Devoir* et du *Métro*. Toutefois, la figure 1 démontre que *Le Journal de Montréal* et *The Gazette* sont les deux quotidiens dont les journalistes sont le plus intervenus sur le contenu de leurs articles (21 des 28 interventions). De plus, ce sont les deux seuls journaux dont les articles à contenu informatif (objectivisé) comportent des interventions à caractère manipulateur. Parmi toutes les interventions répertoriées, les plus courantes sont le rail mental (12), le levier vertu (11), le mot-piégé (6) et le levier d'autorité (6).

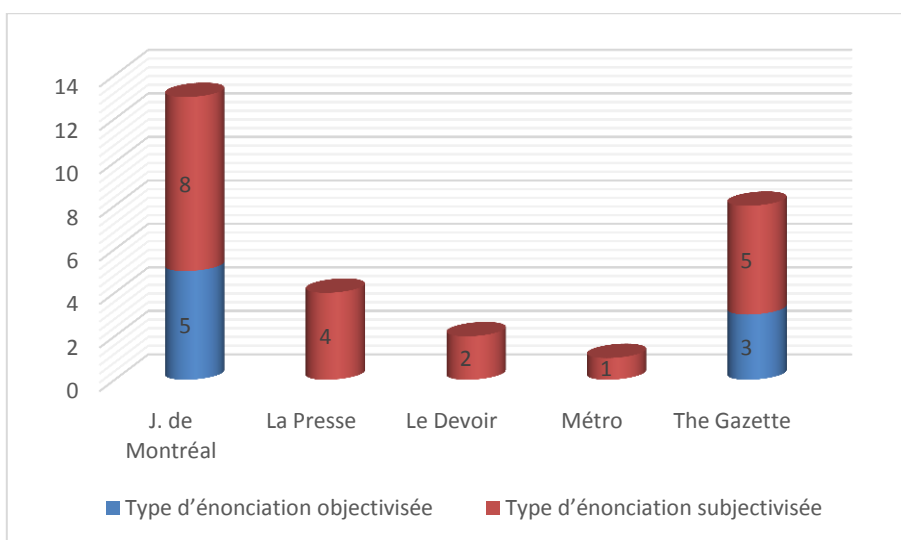


Figure 1 : Articles avec interventions à caractère manipulateur (n=28)

En comparant les articles, on observe d'importantes variations dans le traitement de l'information de mêmes événements comme le démontrent ces deux exemples. Les textes du journal *Métro* et du *Devoir* se limitent à informer le lecteur de la remise d'une médaille du lieutenant-gouverneur du Québec à Jeanne Reynolds, co-porte-parole de la CLASSE, alors que les textes du *Journal de Montréal* et de *The Gazette* utilisent des rails mentaux afin de convaincre le lecteur d'une contradiction entre le comportement de la lauréate et le

mérite du prix⁴⁸ : « *Alors qu'elle encourage la désobéissance civile [...] la co-porte-parole [...] a reçu [...] »*. Et plus loin dans le texte : « Questionné quant au *paradoxe* que représente la médaille du lieutenant-gouverneur et la position politique de la co-porte-parole, le directeur général du collège [...] ».⁴⁹ Puis : « Quebec as essentially told one of its most controversial student leaders – one who as encouraged a strike that has caused *months of turmoil [...] – to keep up the good work »*.⁵⁰ Une analyse similaire est applicable dans le cas de l'affaissement d'une portion de la rue Sherbrooke à Montréal le 22 mai : alors que le journal *Métro* et *Le Devoir* ne font aucune mention de la manifestation du 22 mai, le *Journal de Montréal* titre son article « La rue cède sous la manif »⁵¹ établissant un lien de causalité entre les deux évènements.

Parallèlement, la comparaison des unes du 23 mars 2012 est explicite. Malgré une divergence sur les chiffres rapportés, la couverture est majoritairement positive : *La Presse* titre la une « 100 000 NON! », le *Métro* « MANIFESTATION MONSTRE », *Le Devoir* « 200 000 FOIS "ENTENDEZ-NOUS!" » et *The Gazette* « SOLIDARITY IN THE STREETS ». À l'opposé, *Le Journal de Montréal* emploie une négation : « MALGRÉ 200 000 MANIFESTANTS, **LES ÉTUDIANTS PERDENT DES APPUIS** ». Cette déclaration établit hâtivement un lien de causalité entre la manifestation et les résultats d'un sondage alors qu'en réalité, les deux évènements ont eu lieu simultanément. Elle est d'autant plus insidieuse que l'article reprenant la une et détaillant les paramètres du sondage mentionne, en paraphrasant le vice-président de la firme l'ayant effectué, qu'il « est encore trop tôt [...] pour mesurer l'effet de la manifestation d'hier sur l'opinion publique ».⁵²

Le clivage en fonction du type d'énonciation demeure frappant en ce qui concerne la proportion d'articles utilisant des cadres : si dans l'ensemble 35,7% des articles ont recours à des cadres, cette proportion diminue à 17,5% dans le cas des types objectivisés, pour remonter à 87,5% du côté des articles énoncés subjectivement. Ceci étant dit, il arrive que des articles aient recours simultanément à plusieurs cadres pour faciliter la compréhension de l'information, tout en ayant une possible incidence sur son interprétation. Par exemple, certains articles traitant des manifestations nocturnes ont lié le cadre des conséquences économiques à ceux de moralité, d'attribution de responsabilité et de piste de solution, accusant les étudiants d'être responsables de pertes financières occasionnées par une baisse de clientèle dans les commerces situés sur le parcours des marches, voyant là un comportement immoral et donc répréhensible. Des 185 articles, 66 présentent un ou plusieurs des cinq cadres génériques examinés ici (pour un total de 103 cadres). Les journaux analysés utilisent des cadres dans des proportions comparables, sauf le *Métro*, visible dans seulement 4 % de ses articles (figure 2).

⁴⁸ L'italique dans les extraits est de nous.

⁴⁹ Agence QMI, « Québec honore une porte-parole de la Classe », *Le Journal de Montréal* 24 mai 2012, p. 7.

⁵⁰ *The Gazette*, « CLASSE leader wins major awards », *The Gazette*, 24 mai 2012, p. A8.

⁵¹ Francis A-Trudel, « La rue cède sous la manif », *Le Journal de Montréal*, 23 mai 2012, p. 14.

⁵² Mélanie Collet, « Une baisse des appuis », *Le Journal de Montréal*, 23 mars 2012, p. 3.

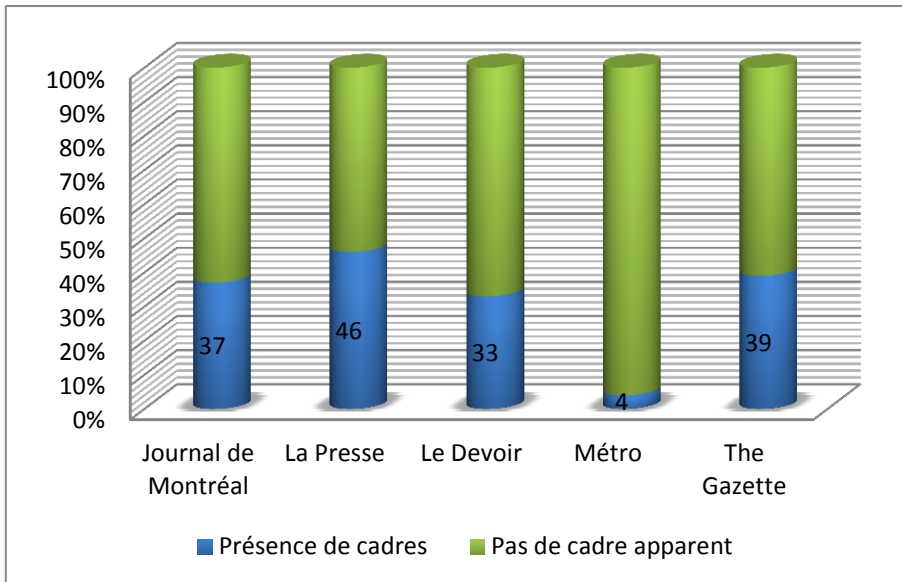


Figure 2 : Proportion d'articles utilisant des cadres par quotidien

La présence substantielle des cadres s'explique par les biais liés au travail journalistique, l'emploi de cadres génériques ayant une forte résonance culturelle facilitant la compréhension d'enjeux variés. Dans l'ordre, ce sont les cadres diagnostique (dans 54,5 % des articles cadrés), conséquences économiques (45,4 %), pronostique (39,4 %), moralité (36,4 %) et dimension humaine (33,3 %) qui sont les plus fréquents dans notre corpus (figure 3). Dans le cadre d'un conflit politique, les cadres diagnostique, pronostique et moralité sont très éloquentes, contribuant à la définition du problème public, ici l'accès aux études universitaires. Le cadre de la moralité implique une prescription morale et donc logiquement un jugement de valeur qui cherche l'adhésion du lecteur.

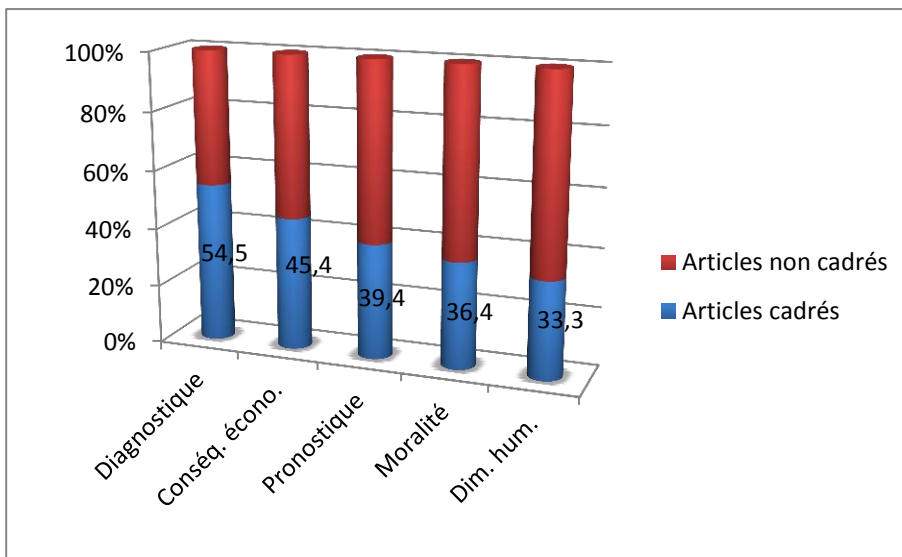


Figure 3 : Occurrence des cadres génériques dans les articles cadrés

Les résultats obtenus indiquent que les journalistes ont attribué une responsabilité (cadre diagnostique) assez nuancée dans l'ensemble. Sur 36 articles qui imputent un diagnostique au conflit, 53 % attribuent la responsabilité au gouvernement et 44 % aux étudiants.⁵³ Constat similaire dans le cas du cadre pronostique présent dans 26 articles, 42 % supposent que le gouvernement doit maintenir sa position et imposer la hausse, alors que 58 % valorisent le dialogue pour régler le conflit. En analysant les résultats par journaux, la situation devient beaucoup plus polarisée. Parmi les articles ayant un cadre diagnostique, *Le Journal de Montréal* attribue la responsabilité du conflit aux étudiants dans 100 % des cas, *The Gazette* dans 57 %, et dans une moindre mesure, 29 % pour *La Presse* et 14 % pour *Le Devoir*. *A contrario*, les articles du *Devoir* attribuent la responsabilité au gouvernement dans 86 % des cas, 71 % pour *La Presse* et 29 % pour *The Gazette* (et aux parents dans 14 %). Le portrait pronostique est légèrement plus nuancé, 66 % (4/6) des articles du *Journal de Montréal* présentant ce type de cadre suggèrent que la solution est le maintien de la hausse, idem pour 50 % de ces articles à *The Gazette* (2/4), 30 % à *La Presse* et 20 % au *Devoir*; contre 80 % des articles du *Devoir* soutenant le dialogue comme solution au conflit, 70 % dans le cas de *La Presse*, 50 % dans *The Gazette* ainsi que 2 articles sur 3 au *Journal de Montréal*. *Le Métro* ne comporte qu'un seul pronostique, pour le dialogue. Delà, on constate que ce sont *Le Journal de Montréal* et, moindrement, *Le Devoir* et *The Gazette* qui ont les postures les plus tranchées. Il est noter qu'aucun article ne s'est positionné clairement en faveur d'un gel dans notre échantillon.

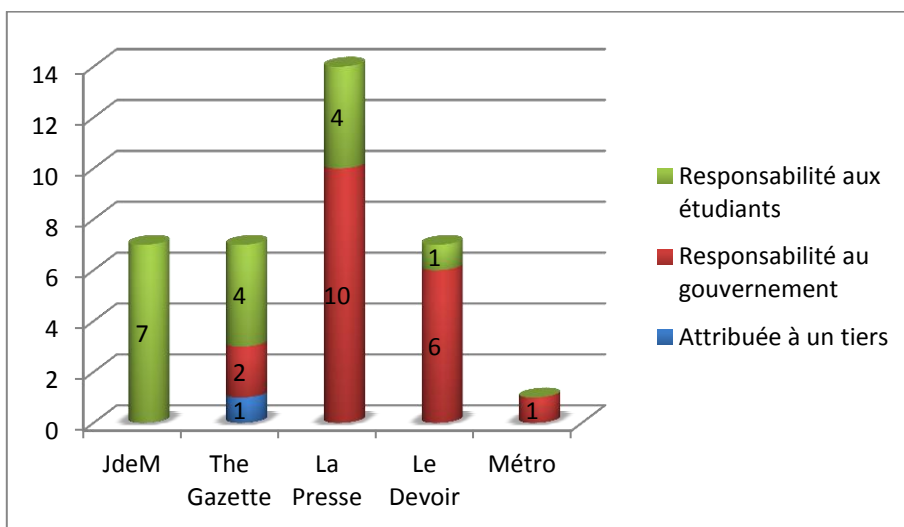


Figure 4 : Cadre d'attribution de responsabilité (n=36)

Concernant l'évolution de la couverture entre les mois de mars et mai, nous remarquons peu de variation dans la couverture médiatique du conflit qui indiquerait un durcissement des positions. Certes, le nombre d'articles portant sur le conflit est beaucoup plus important en mai (128 articles) qu'en mars (57 articles). Nous attribuons cependant cette situation à un élargissement thématique découlant de l'adoption le 18 mai d'une loi spéciale

⁵³ Dans un cas, la responsabilité est attribuée aux parents des étudiants.

visant à arrêter le conflit. De nombreux articles publiés les 23 et 24 mai portent sur de nouveaux types d'évènements (absents en mars) découlant de l'enlisement du conflit (conséquences des manifestations sur les festivals d'été, manifestations de soir, retour sur les négociations du 4-5 mai, etc.). En outre, le partage entre les articles épisodiques et thématiques demeure similaire entre les deux mois. Si dans l'ensemble la part des interventions à caractère manipulateur augmente légèrement de mars à mai (passant de 12,3 à 16,4 %) – marquant l'affermissement des positions (déjà plus arrêtées en mars) du *Journal de Montréal* et de *The Gazette* –, le recours aux cadres génériques lui baisse de plusieurs points (figure 5), sauf pour le cadre de moralité qui augmente légèrement. Cette situation est imputable au fait que l'usage de cadres interprétatifs est de moins en moins nécessaire puisque le conflit est publicisé depuis plus de 100 jours.

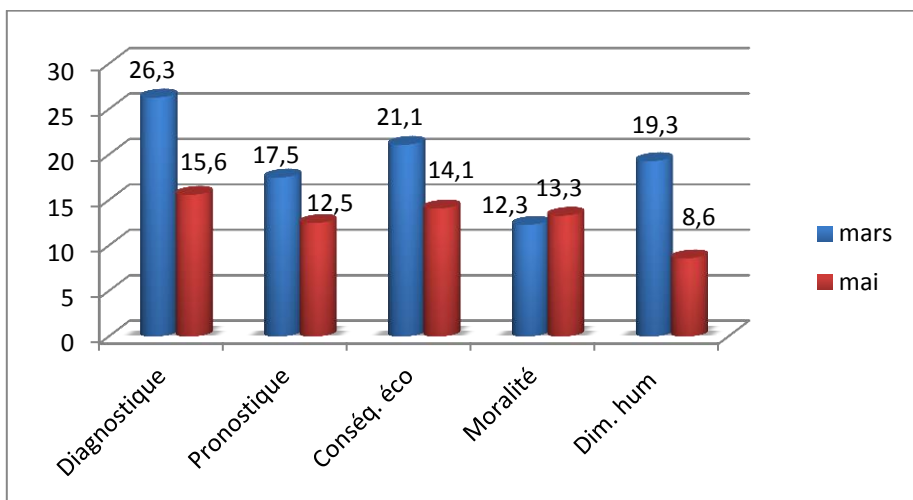


Figure 5 : Évolution du recours aux cadres génériques en pour cent (mars vs mai)

En revanche, certains contrastes apparaissent entre les quotidiens quant à l'évolution des interventions sur le contenu et au recours à des cadres. Notamment, la proportion des interventions sur le contenu augmente de plus de moitié dans les articles de *The Gazette* (de 20 à 30,4 % des articles) alors qu'elle évolue peu chez les autres quotidiens. Le recours aux cadres diagnostiques reste stable au *Journal de Montréal* (toujours culpabilisant à l'endroit des étudiants), mais diminue au *Devoir* en mai, tandis qu'il n'est utilisé qu'en mai à *The Gazette* (2 articles culpabilisent le gouvernement, 4 les étudiants).⁵⁴ Du côté de *La Presse*, on observe en mai un glissement dans l'attribution de la responsabilité vis-à-vis du gouvernement, ce qui dénote une polarisation au sein même de la rédaction. De trois diagnostiques culpabilisant le gouvernement en mars on passe à sept à mai, alors qu'on blâme trois fois les étudiants en mars contre une seule fois en mai. Cette tendance, contraire à la ligne éditoriale, est même exposée dans une chronique.⁵⁵ Nous constatons aussi un glissement pronostique plus ou moins marqué vers une solution négociée entre le gouvernement et les asso-

⁵⁴ Il est possible que ces diagnostiques tardifs chez le seul quotidien anglophone soient l'effet des marches nocturnes qui se tinrent à partir du 24 avril et qui défilèrent quotidiennement devant les commerces de la partie ouest du centre-ville, fréquentés principalement par des anglophones.

⁵⁵ Patrick Lagacé, « Il n'y a pas de ligne de parti », *La Presse*, 23 mai 2012, p. A6.

ciations étudiantes. Ici encore, *La Presse* se démarque passant d'une seule prescription au dialogue en mars à six en mai. Ceci touche *Le Journal de Montréal* dans une moindre mesure, qui passe de trois pronostiques pro gouvernement en mars à un seul en mai, et d'un appel au dialogue en mars à deux en mai. Par ailleurs, les résultats révèlent un glissement du cadrage effectué par les journalistes du *Journal de Montréal*, insistant de plus en plus sur les conséquences économiques du conflit, (ce cadres est employé sept fois en mai et seulement deux en mars).

Finally, the 104 opinion articles coded to account for the editorial position by extension – the texts being chosen by an employee of the journal, following the recommendations of the direction – reveal positions quite different. While the readers of *Le Devoir* support rather the students, the readers of *The Gazette* support mainly the government (see figure 6). Once again, these results grant a more nuanced place to *La Presse*, contrary to what was affirmed during the conflict, and even to *Le Journal de Montréal*.

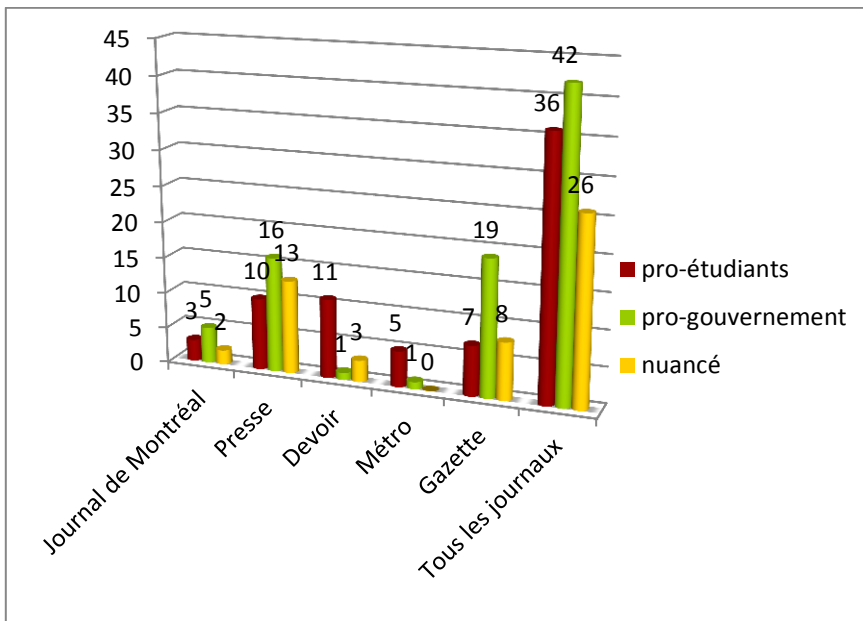


Figure 6 : Position des textes d'opinion par rapport au conflit (n=104)

Conclusions

Among the most important conclusions deriving from our study, let us first note the confirmation of the biases of description and fragmentation: the vast majority of articles present the events in an anecdotal and non-thematic manner. Moreover, the presence of diagnostic and prognostic frames, implying an attribution of responsibility, denotes a certain bias of the newspapers. However, less than 20% of the analyzed articles present these frames. Concerning the manipulative interventions, *The Gazette*, and especially *Le Journal de Montréal* distinguish themselves from the others, their journalists being more often interveners on the message to influence the reader, and this almost exclusively in default

veur du mouvement étudiant. Cependant, il faut préciser que seulement 15 % des articles de notre corpus présentent ce type d'intervention.

Incidentement, l'hypothèse de la polarisation entre les médias apparaît moins idoine. Nos résultats suggèrent que *Le Journal de Montréal*, *The Gazette* et, a fortiori *La Presse*, ont présenté une couverture assez nuancée. Même constat pour *Le Devoir* et le *Métro*, malgré la ligne éditoriale du *Devoir* favorable aux étudiants. La plus grande polarisation est observable au sein même du journal *La Presse* : la majorité des chroniques analysées étant en désaccord avec les éditoriaux. Nos résultats démontrent que ces journaux ont généralement fourni une information équilibrée des événements analysés, et réfutent notre hypothèse initiale attribuant un rôle aux médias dans la polarisation sociale. Ils dédisent aussi les critiques énoncées⁵⁶ durant le conflit arguant une manipulation de l'information par les journalistes.

Ces conclusions doivent toutefois être pondérées, notre corpus n'étant qu'un modique échantillon de la couverture globale. Pour être plus représentatif, il faudrait élargir considérablement le corpus pour inclure des quotidiens régionaux et analyser de plus longues périodes. La grille d'analyse mériterait aussi un raffinage par l'ajout des cadres de l'*individualisme libéral* – fondé sur un raisonnement atomiste proche du calcul coût-bénéfice et des choix rationnels – et de l'*action collective* – de dimension holiste et légitimant les droits collectifs. Enfin, pour bien comprendre l'effet des médias sur la polarisation politique au sein de la société, il demeure essentiel de tenir compte du problème de leur concentration. Au Québec comme ailleurs, ceci induit une convergence des contenus qui, lorsque couplé aux préférences des citoyens pour certaines sources et certains types de médias, réduit considérablement la diversité des informations consommées.

Bibliographie

Agnès, Yves, *Manuel de journalisme*, Paris, Éditions La Découverte, 2008, 474 p.

Agence QMI, « Québec honore une porte-parole de la Classe », *Le Journal de Montréal* 24 mai 2012, p. 7.

Francis, A-Trudel, « La rue cède sous la manif », *Le Journal de Montréal*, 23 mai 2012, p. 14.

Baillargeon, Stéphane, « Les journaux ont-ils été trop partisans pendant le conflit étudiant? », *Le Devoir*, 17 novembre 2012.

Bennett, Lance W., *News. The Politics of Illusion*, New York, Longman, 1983, 320 p.

Branswell, Branda, « Many students suffer, but not all », *The Gazette*, 23 mai 2012, p. A6.

⁵⁶ Marie-Hélène Leboeuf, « Conflit étudiant : les médias, objet de méfiance », *La Presse*, 6 juin 2012.

- Breton, Philippe, *La parole manipulée*, Montréal, Boréal, 1997, 328 p.
- Brunet Patrick J. et Martin David Blais, *Valeurs et éthique dans les médias : Approches internationales*, Québec, Publications de l'Université Laval, 2004, 414 p.
- Centre d'étude sur les médias, « Les médias et la crise étudiante », Synthèse de groupe de discussion, Québec, Université Laval, 2012. En ligne : <http://www.cem.ulaval.ca/pdf/SyntheseGroupesdediscussion.pdf>
- Collard, Nathalie, « Conflit étudiant dans les médias : trop d'opinions pas assez d'analyses », *La Presse*, 10 juin 2012. En ligne : <http://www.lapresse.ca/actualites/dossiers/conflit-etudiant/201206/10/01-4533458-conflit-etudiant-dans-les-medias-trop-dopinions-pas-assez-danalyses.php>
- CROP, « Le conflit étudiant : vague 2 », Sondage sur le conflit étudiant, commandé par *La Presse*, effectué entre les 22 et 25 mai 2012. En ligne : http://www.lapresse.ca/html/1230/SONDAGE_CROP_La_Presse.pdf
- Entman, Robert M., « Framing : Towards Clarification of a Fractured Paradigm », *Journal of Communication*, vol. 43, no. 4, 1993, pp. 51-53.
- Esquenazi, Jean-Pierre, *L'écriture de l'actualité: pour une sociologie du discours médiatique*, Grenoble, PUG, 2002, 183 p.
- The Gazette*, « CLASSE leader wins major awards », *The Gazette*, 24 mai 2012, p. A8.
- Francoeur, Chantal, « Informer ou in-former ? : les formats journalistiques au service du statu quo », *Composit*, vol. 15, no. 2, 2012, pp. 17-32. En ligne : <http://www.composite.org/index.php/revue/article/view/127/126>
- Gendron, Guy et Monique Dumont, Québecor [Reportage], dans Luc Tremblay (réalisateur), *Enquête*, Montréal, Société Radio-Canada, 2011. En ligne : <http://www.radio-canada.ca/emissions/enquete/2011-2012/Reportage.asp?idDoc=179088>
- Gerstlé, Jacques, *La communication politique*, Paris, Dalloz, 2004, 256 p.
- , *Les effets d'information en politique*, Paris, L'Harmattan, 2001, 378 p.
- Giroux, Daniel, et al., « Les journaux ont-ils été plus critiques à l'égard d'un camp », présentation au Congrès de la FPJQ 2012, *Centre d'études sur les médias*, Québec, Université Laval. En ligne : <http://www.cem.ulaval.ca/pdf/FPJQ17nov2012.pdf>
- Gitlin, Todd, *The Whole World is Watching : Mass Media in the Making and Unmaking of the New Left*, Berkeley, University of California Press, 2003, 352 p.

- Green, Robert, « The Conflit in Context », *Our Schools. Our Selves*, vol. 22, no. 1 (109), Automne 2012, p. 85-98.
- Influence communication, « État de la nouvelle : Bilan 2012 », Communiqué de presse, 19 décembre 2012. En ligne : <http://www.influencecommunication.com/content/etat-de-la-nouvelle-bilan-2012>
- Lagacé, Patrick, « Il n’y a pas de ligne de parti », *La Presse*, 23 mai 2012, p. A6.
- Lascoumes, Pierre et Patrick Le Galès, *Sociologie de l’action publique*, Paris, Armand Colin, 2007, 128 p.
- Leboeuf, Marie-Hélène, « Conflit étudiant : les médias, objet de méfiance », *La Presse*, 6 juin 2012, en ligne : <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/societe/2012/06/06/003-associations-etudiantes-mandat-mefiance-medias.shtml>
- Marty, Emmanuel, *Journalismes, discours et publics : une approche comparative de trois types de presse, de la production à la réception de l’information*, Thèse de doctorat présentée au département des Sciences de la Communication et de l’Information à l’Université de Toulouse 2, 2010, 366 p. En ligne : http://tel.archives-ouvertes.fr/docs/00/54/27/50/PDF/Journalismes_discours_et_publics_E._MARTY.pdf
- Matthes, Jörg, « What’s in a Frame? A Content analysis of Media Framing Studies in the World’s Leading Communication Journals, 1990-1995 », *Journalism & Communication Quarterly*, vol. 86, no. 2, (été 2009), p. 349-367.
- McFalls, Laurence H. et al., *Construire le politique. Contingence, causalité et connaissance dans la science politique contemporaine*, 3^e édition, Québec, Presses de l’Université Laval, 2009, p.254.
- Moirand, Sophie, « Variations discursives dans deux situations contrastées de la presse ordinaire », dans *Rencontres discursives entre sciences et politique dans les médias : spécificités linguistiques et constructions sémiotiques* (F. Cusin-Berche, édit.), *Les Carnets du Cediscor* No.6, Presses de la Sorbonne nouvelle, 2000, pp. 45-62.
- Neveu, Erik, *Sociologie du journalisme* (3^e éd.), Paris, La Découverte, 2009, 128 p.
- Peteers, Stéphanie, *La couverture médiatique de la « crise des banlieues » : métaphores, représentations et l’apport indispensable du cotexte*, *Corela*, Numéro thématique, « RJC Cotexte, contexte, situation », 9 janvier 2012. En ligne : <http://corela.edel.univ-poitiers.fr/index.php?id=2079>
- Québecor, « Médias d’information : Le Journal de Montréal », *Site de Québecor*. En ligne : http://www.quebecor.com/fr/journaux/le_journal_de_montreal

- Semetko, Holli A. et Patti M. Valkenburg, « Framing European Politics: a Content Analysis of Press and Television News », in : *Journal of Communication*, vol. 50, (juin 2000), pp. 93-109.
- Service Québec, *Répertoire des médias : Région de Montréal*, Québec, Gouvernement du Québec, 2013. En ligne :
<http://www.montreal.gouv.qc.ca/medias/RepertoireMedia.asp?Region=Montreal&Filtre=SectionM%E9dia%20=%20%27M%E9dias%20%E9crits%27>
- Snow, David A., Rens Vliegthart et Catherine Corrigan-Brown, « Framing the French Riots: A Comparative Study of Frame Variation », *Social Forces*, vol. 86, no. 2 (décembre 2007), pp. 385-415.
- Snow, David A, « Analyse de cadres et mouvements sociaux », dans Daniel Cefaï et Danny Trom (dir), *Les formes de l'action collective*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2001, pp. 1-12.
- Théberge, Benoît, *La construction des problèmes publics en environnement : analyse de la controverse du Suroît*, Mémoire de maîtrise en science de l'environnement, Université du Québec à Montréal, 2006, 176 p. En ligne :
<http://www.archipel.uqam.ca/3509/1/M9654.pdf>
- Vliegthart, Rens et Stefaan Walgrave, « The interdependency of mass media and social movements », dans Semetko, H. et M. Scammell (dir.), *The SAGE handbook of political communication*, Londres, SAGE Publications, 2012, pp. 387-399.